



UNION INTERPARLEMENTAIRE

Conférence mondiale 2009 sur l'e-Parlement

Remarques liminaires

Anders B. Johnsson
Secrétaire général

Congrès des Etats-Unis
Washington, 3 novembre 2009

Madame la Présidente,
Monsieur le Secrétaire général adjoint,
Mesdames et Messieurs les délégués,

Chaque semaine, les citoyens d'au moins un pays se rendent aux urnes pour élire le Parlement. Ainsi donc à tout instant dans trois ou quatre pays - si ce n'est plus -, une campagne électorale touche à sa fin. Aujourd'hui, c'est le cas de la Namibie, ce qui explique que le Président de l'UIP, M. Theo-Ben Gurirab, également Président du Parlement namibien et important responsable politique dans son pays, ne soit pas des nôtres. Madame la Présidente, il espère que vous comprendrez qu'il doive être sur place pour se faire réélire. Il m'a donc chargé de prononcer ce discours introductif au nom de l'UIP.

Je tiens à vous dire, pour commencer, à quel point je suis heureux d'être ici, au Congrès des Etats-Unis. Je tiens aussi à vous remercier, Madame la Présidente, et à travers vous, à remercier le Congrès des Etats-Unis d'être l'hôte de cette réunion.

Je remercie également le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU. Ensemble, nous avons fondé le Centre mondial pour les TIC au Parlement qui est à l'origine de cette rencontre.

Depuis sa création en 2006, le Centre mondial a permis de grands progrès en rassemblant les responsables des technologies de l'information et de la communication au Parlement du monde entier autour de l'idée simple que la mise en commun des connaissances, de bonnes pratiques et une information sur les évolutions des moyens modernes d'information et de communication contribuent à rendre les parlements plus forts.

Les objectifs stratégiques que nous poursuivons à travers ce Centre donnent un cadre global et cohérent propre à aider les parlements à gagner en transparence, en accessibilité et en efficacité, grâce aux TIC.

Madame la Présidente, il y a urgence. Un sondage d'opinion mondial commandé par l'UIP en septembre 2009 confirme une adhésion massive au principe de la démocratie. Sur les 20 000 personnes interrogées, 90 % estiment qu'il est important, voire très important, de vivre dans un pays gouverné de manière démocratique. Toutefois, ce sondage fait aussi apparaître que les citoyens du monde entier ont de sérieux doutes quant au fonctionnement de la vie politique dans leur pays.

Si à peu près tout le monde pense qu'il est important que chacun puisse exprimer ses opinions politiques, même lorsqu'elles ne font pas l'unanimité, une personne sur quatre seulement pense être totalement libre d'exprimer ses vues sans avoir à craindre d'être harcelée ou réprimée.

En moyenne, plus de deux personnes sur trois ont déclaré que les parlementaires ne se sentaient que parfois, voire rarement, libres de s'écarter des positions officielles de leur parti. En outre, la majorité des gens pensent que les partis d'opposition n'ont vraiment la possibilité d'exprimer leur avis et d'influer sur les orientations du gouvernement que de temps en temps ou rarement.

Les parlements, en tant qu'institutions, et les parlementaires, à titre individuel, doivent s'inquiéter du gouffre qui sépare l'aspiration du public à une gouvernance démocratique et à un débat public vigoureux du sentiment très répandu que la vie politique est un espace clos où

il y a peu de place pour les divergences de vues et une vraie prise en compte des autres solutions possibles.

Or, les TIC pourraient régler une partie du problème, en particulier en ce qui concerne les jeunes. Les technologies de l'information occupent en effet une place importante dans leur vie, contrairement à la politique en tant que telle.

L'apathie politique et le désintérêt pour les organisations de jeunesse traditionnelles semblent caractériser les jeunes générations de trop nombreux pays. Nombre de jeunes ont en effet l'impression que le monde de la politique est très éloigné de leur quotidien.

Néanmoins, ce manque d'intérêt des jeunes tient en premier lieu aux formes traditionnelles d'organisation sociale. A cet égard, les nouvelles formes de participation très dynamiques qui sont apparues lors des dernières élections présidentielles américaines sont instructives. En effet, les expériences actuelles montrent que les jeunes s'impliquent et, ce, grâce aux TIC.

Bien sûr, l'accès à l'information est un élément indispensable à la participation des citoyens aux processus politiques. Sans accès à l'information sur les problèmes de société, sur les orientations envisagées et sur les acteurs politiques qui prennent les décisions, les citoyens ne peuvent pas participer vraiment aux processus de décision.

La possibilité pour les citoyens de demander des comptes au Parlement dépend aussi de l'exactitude et de l'actualité des informations dont ils disposent sur le travail parlementaire. De plus en plus, les électeurs veulent savoir comment leurs représentants ont voté sur les questions clés dont le Parlement est saisi, et pouvoir les interroger sur leur bilan. Il est essentiel pour la transparence politique que les suffrages émis par les parlementaires soient rendus publics et que ces derniers puissent expliquer leurs choix. Avec le développement d'internet, il est désormais relativement aisé de satisfaire à cette exigence, comme le font déjà nombre de parlements.

Un rapport publié récemment par le groupe de réflexion Demos conclut que les TIC doivent, à terme, je cite : « devenir l'instrument qui permettra de faire évoluer l'identité des institutions politiques elles-mêmes. Des initiatives sur les TIC qui soient pensées et appliquées de manière stratégique, au lieu d'être de simples pièces rapportées, doivent amener le renouveau structurel nécessaire pour donner une actualité et un sens aux systèmes politiques. Cela vaut non seulement pour les jeunes, mais aussi pour l'ensemble de la société qui vit une mutation rapide ».

Je vous encourage à vous saisir de ces défis durant la présente conférence et, par la suite, quand vous regagnerez vos parlements respectifs. Permettez-moi enfin de vous assurer que l'UIP continuera à soutenir vos initiatives et à ne pas ménager sa peine pour vous aider à renforcer vos parlements et à leur donner les moyens de légiférer et de demander des comptes au gouvernement au nom des peuples que vous servez.

Je vous remercie.